

Les « journalistes »

Sachons-le : la liberté de la presse n'existe plus en France, sous le régime républicain ; même si, de tous temps, il en a été ainsi de l'imprimé, dès lors qu'il a commencé à exister sous l'Ancien Régime. Il ne sera question ici que de la presse papier contemporaine.

Ou plutôt, si : la liberté de la presse existe toujours mais les journaux ne sont pas libres, ce qui est encore plus vicieux ; la liberté n'est qu'un leurre (loi sur la presse de 1881)... Pourquoi les journaux de la grande presse « d'information » ne sont-ils pas libres ? Réponse : parce que pour la plupart, à près de 100%, ils dépendent de l'argent qui ne provient pas du produit de la vente des supports, mais de trois sources de financement non commerciales : la publicité réservée, l'argent des commanditaires, les très généreuses subventions orientées de l'État républicain.

Comment peut-on affirmer que la publicité n'est pas commerciale ? Parce qu'elle est devenue politique et tenue — c'est une assignation ! — de faire passer des messages politiquement corrects dans ses annonces ; parce que toute publication qui n'est justement pas politiquement correcte se voit refuser systématiquement la publicité nationale ou locale d'où qu'elle vienne. La publicité, comme le reste, est devenue un vecteur du totalitarisme. Je parle ici uniquement de la presse d'information papier, mais cela concerne évidemment toutes les formes de supports audiovisuels, y compris internet. Dans ces conditions, il ne faut pas parler de publicité commerciale mais de moyen de financement de la presse, le message publicitaire n'étant qu'un prétexte secondaire. Les grandes marques publicitaires ne sont pas libres de passer des messages comme elles l'entendent, en fonction de leur intérêt commercial ou de leur clientèle potentielle, sans quoi elles s'exposeraient à de sévères rétorsions financières.

Un exemple. Du temps où j'adhérais au Front national historique (FNH), il existait un journal politique, *National-Hebdo*, tenu par des journalistes internes au mouvement, ou proches. Un jour, il parut avec une publicité pleine page de l'apéritif *Saint-Raphaël*, en quatrième de couverture. Il parut une fois. Il parut deux fois. Il y eut peut-être une troisième. La réaction fut rapide et foudroyante : l'entreprise fut mise en demeure par qui de « droit » de cesser toute publicité dans l'hebdomadaire lepéniste, sous peine d'être exclue de la grande presse généraliste. La direction obtempéra sur le champ. Refuser de s'incliner devant ce dictat totalitaire signait l'arrêt de mort du célèbre vin tonique.

Nous le savons maintenant, la totalité de la grande presse nationale, dite aussi *mainstream*, est la propriété d'une poignée de milliardaires (on dit aujourd'hui des « oligarques », ce qui n'est pas la marque d'une bonne réputation), dont certains sont étrangers ; une presse de toute façon obligatoirement orientée à gauche, mais d'une gauche instrumentalisée façon idiots utiles comme nous allons le voir. Pourquoi se gêner ? Pour ces gens-là, il y a longtemps que la France n'existe plus ; elle n'est qu'un cloaque, une décharge d'immondices cosmopolites dans lequel chacun pioche pour achever ce qui reste encore de propre et de respectable d'une civilisation en voie d'extinction. Il y a encore une apparence de pluralité d'opinion par la multiplicité des titres, mais une fausse pluralité de titres qui disent tous la même chose ou l'occultent de la même façon, et qu'aggrave le flux tendu des agences de presse ; une fausse pluralité de titres concentrés dans quelques mains. Il est aujourd'hui pratiquement impossible à un journaliste indépendant, même soutenu par un mécène, de créer un journal de libre information, les conditions financières et le politiquement correct actuels rendant impossible ce qui l'était encore voici cinquante ans. La « liberté de la presse » est entièrement cadencée et dépend du bon vouloir très orienté (au sens étymologique du terme) des grossiums de la finance internationale, du Cartel des banques, du CAC 40, et autres oligarchies mondialistes. Mais avant de se demander quel est le but caché, essayons de savoir comment on en est arrivé-là, à cette hyper-concentration de la presse française entre quelques mains, et pas des plus propres...

Sans remonter jusqu'à la « Libération », en 1945, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, et aux exactions punitives commises contre la presse de « Vichy », tout a commencé avec un journaliste de « droite » ou présenté comme tel, Robert Hersant, dit Papivore par ses adversaires politiques de gauche, fondateur de *L'Auto-Journal* (1950). À l'époque, ce journal était à l'automobile ce que *L'Équipe* est au sport en général... Il fit fortune et devint l'initiateur d'un des premiers regroupements de la presse quotidienne réalisé en France, avec la création de *Centre-Presse* (1958) ; un regroupement sous cette enseigne régionale, cela signifiait la fusion d'une dizaine de quotidiens ou semi-quotidiens locaux, et la disparition d'autant de titres couvrant quatre départements ; cette fusion portait du même coup une des premières atteintes à la pluralité de la presse : Corrèze, Haute-Vienne, Vienne, Dordogne : *Le libre Poitou*, *La Vie Rurale*, *Le Courrier du Centre*, *L'Éclair du Berry*, *Brive Information*, *Le Gaillard*, *La Gazette du Périgord*, *Dordogne-Soir* (1). Je me souviens, dans ma première jeunesse à Brive, des deux titres locaux : *Brive Information* à gauche, *Le Gaillard* à droite (catho) : pas mal pour une petite ville de 35000 habitants alors. L'aventure du *Gaillard* était la reprise après-guerre d'un hebdomadaire corrézien, *La Croix de la Corrèze*, fondé et dirigé par un prêtre journaliste de choc qui n'avait pas sa langue dans sa poche, l'abbé Chastrusse. Le titre sera interdit de repartition en 1944, à la Libération (son créateur étant décédé entre-temps), mais reparaitra sous le nom de *La Vie corrézienne* ; tandis que la famille Chastrusse, héritière de l'imprimerie de l'oncle abbé, fera paraître de son côté *Le Gaillard* jusqu'à son rachat par Hersant. Notons que *La Vie Corrézienne*, hebdomadaire qui recouvre aujourd'hui le département, n'a plus de ses origines catholiques qu'un vernis symbolique.

Le groupe Hersant (Socpresse) s'enrichira par la suite de nombreux titres locaux, puis de son navire amiral et fleuron national, *Le Figaro*, avant que le groupe, suite au décès de son fondateur, ne soit démantelé par les héritiers et revendu en partie à la riche famille Dassault. Le coup de force financier de Hersant donnait le signal aux vagues de concentration de la presse d'information qui allait se poursuivre dans les décennies suivantes ; il annonçait la mort de centaines de gazettes locales diversifiées et pluralistes dans toute la France, avalées au fur et à mesure que de nouveaux groupes de presse se constituaient sous la tutelle des grands quotidiens de province... et des banques ! La presse de journalistes avait vécu, le journalisme lui-même n'était plus un sacerdoce, mais un job comme un autre, dans une profession qui allait devenir un véritable *business* avec l'arrivée des *newsmagazines* à l'américaine (magazine d'actualité nationale, généralement de parution hebdomadaire, surtout axé sur la politique, enrobé d'une masse de publicité, et présenté en couleur dans un format américain : *L'Express*, 1964). Et pas simplement un business : une entreprise gigantesque de propagande idéologique, de bourrage de crâne, qui allait aboutir à la diffusion de la pensée unique et du politiquement correct. Cette dérive préluait à ce qu'allait devenir aujourd'hui le journalisme : un métier qui a cessé d'exister ; qui a cessé d'informer pour se mettre au service des puissances financières, avec la prétention par ce biais de contrôler (d'acheter ?) le monde politique.

Il convient de parler aujourd'hui de la presse comme d'une activité de banquiers, les journalistes étant assimilés à des « employés de banques » (selon l'expression de Jean-Yves Le Gallou, pionnier de la réinformation, mais des employés de banque au surplus subventionnés !) ; les banques sont bien les propriétaires, soit par prête-noms, soit par milliardaires interposés dépendant de toute façon du Cartel des banques. Ce sont donc quelques financiers et autres affairistes, une dizaine à peine, qui ont la main mise sur le cœur de l'information aujourd'hui, et contrôlent la plupart des journaux, radios et télévisions de masse, y compris l'activité numérique de chacun.

La presse, le journalisme, l'information, sont devenus un billard à trois bandes ou interviennent trois acteurs majeurs : les banques pour le contrôle financier et idéologique, l'État et les collectivités pour faire cracher le contribuable, les grosses agences publicitaires ou d'espaces publicitaires, qui complètent la provende des fonds fournis en permanence à une presse qui vit

au-dessus de ses moyens pour s'attacher, à coups de gros salaires, les agents de propagande que sont devenues certaines catégories de journalistes — des niveaux de salaires que ne pourront jamais atteindre les journaux indépendants, n'ayant comme unique ressource que la vente au numéro. Les pigistes (journalistes indépendants) ne sont pas concernés.

1. L'État, c'est-à-dire le contribuable, intervient à deux niveaux : la subvention directe, la subvention indirecte, franchise postale et fiscale. L'ensemble de ces aides s'élèvent à des centaines de millions d'euros par an ; notons que le journal le plus subventionné en proportion de ses ventes est le quotidien communiste *L'Humanité*, qui bénéficie en plus de l'effacement de ses dettes par l'État, la dernière s'élevant à 4 millions d'euros ; sans ces soutiens scandaleux de l'argent public au quotidien communiste, il y a longtemps que ce dernier avatar de la dictature stalinienne aurait mis la clef sous le paillason. Nous n'entrerons pas dans le détail, mais il n'en reste pas moins que cette distribution de la manne publique orientée est absolument scandaleuse... Pour soutenir une presse de milliardaires qui n'assument même pas leurs responsabilités d'investisseurs, et n'en ont d'ailleurs cure, leur but évident étant de maintenir en place le système politique le plus favorable à leurs intérêts : le système républicain où TOUT LE MONDE ACHÈTE TOUT LE MONDE : politiciens, journalistes, capitalistes ! L'État républicain détourne des fonds publics pour subventionner à gros bouillons des milliardaires avec l'argent des contribuables, tout en sachant que la majorité de ces derniers a le plus grand mal à s'acquitter de ses impôts, et que les milliardaires planquent leurs colossales fortunes dans les paradis fiscaux ! Tant et si bien que lorsqu'un citoyen lambda achète son quotidien local ou national, il le paye deux fois : une fois par l'achat direct, une fois par l'impôt.

2. Les agences publicitaires sont la deuxième grande source de financement de la presse stipendiée. Elles constituent un énorme moyen de pression à la fois sur les annonceurs et sur les directeurs de journaux : les dirigeants des agences nationales de publicité étant les mêmes que les oligarques de la presse, gare à celui qui se permettrait, même une fois et par inadvertance, de s'égarer sur les chemins aventureux du politiquement incorrect ; autant dire que cela reviendrait pour lui à une condamnation à mort avec exécution immédiate : voir notre exemple ci-dessus.

3. Restent les banques, le mot banque étant ici employé au sens générique, non au sens de votre banquier de quartier. Mais alors quel est le rôle exact de ces entreprises à l'objet social détourné et de ces financiers hors sol pour ne pas dire hors-la-loi, puisqu'ils contrôlent tout, que tout dépend d'eux, que tout remonte vers eux avec l'argent qui n'est pas le leur, et qu'ils sont les vecteurs du totalitarisme universel, en vertu de ce principe tout aussi universel : qui paye la guerre décide la guerre ? Autre façon d'évoquer le nerf de la guerre... En principe la paix relève du don de la grâce, donc de la gratuité (même origine). Que l'on sache, j'insiste, l'argent des banques N'APPARTIENT PAS aux banques, qu'elles soient nationales ou internationales et apatrides ; il appartient à ceux qui travaillent et participent à créer de la richesse sous forme de valeur ajoutée ; or ils font comme si cet argent leur appartenait en propre, et s'autorisent à exercer une influence considérable dans le sens de leurs intérêts ; en aucun cas elles ne sauraient disposer de cet argent pour financer leurs habituelles dérives spéculatives : vœux pieux ?

En fait ces banquiers, qui ne représentent rien et n'ont aucun pouvoir légitime autorisé, ne sont que les relais de terrain des pouvoirs occultes qui dirigent le monde et tentent d'imposer le Nouvel Ordre Mondial. Rapidement décrite, la feuille de route se résume ainsi : abattre les monarchies (processus quasiment achevé), détruire les nations d'Europe, détruire la famille, détruire l'Église catholique et anéantir le monde chrétien (qu'ils ont en haine, une haine rentrée, rageuse, féroce, qu'on a peine à imaginer) pour instaurer la dictature universelle, transformer les peuples en masses d'esclaves producteurs-consommateurs, des masses d'individus indistincts, sans races (comprendons sans racines), sans identité, sans passé ni avenir... Pour cela faire tomber les frontières, provoquer l'invasion migratoire en soutenant la résurgence de cette idéologie criminelle de fous furieux qu'on appelle l'islam, instrumentaliser les minorités dont la femme (la

femme une minorité ? Elle est majoritaire !) et l'homosexuel pour affaiblir l'homme, le déviriliser, encourager la dénatalité et l'avortement chez l'homme blanc, et au final créer un individu isolé, aveuli, servile, malléable, exploitable, corvéable, un zombie totalement aliéné à l'État et dépendant de lui ; ce qui était auparavant, notons-le, l'objectif du communisme qui a aussi tragiquement que lamentablement échoué, laissant derrière lui des montagnes de cadavres et de mière. Mais s'il a perdu une bataille, il n'a pas perdu la guerre. Par le pouvoir de l'argent, les dictatures financières tentent d'y revenir sous la forme du Nouvel Ordre Mondial qui n'est que l'autre nom du communisme ou néo-communisme bancaire, mais par d'autres moyens, en prenant eux-mêmes la direction des opérations au lieu de les confier à des intermédiaires ineptes, incapables et dangereux comme l'étaient ces autres fous furieux, les dirigeants soviétiques, héritiers de la Révolution française. Je ne suis pas sûr qu'avec l'impressionnante galerie de médiocres que sont les politiciens français et européens actuels ils soient mieux servis.

Il est donc nécessaire de contrôler toute la sphère publique, c'est-à-dire les fonctionnaires, les partis politiques républicains et les politiciens, pour transformer, sous bannière de l'Union Européenne, les États européens en machines de guerre contre les peuples qui osent encore s'opposer, résister, se rebeller, défendre leur souveraineté et leur identité nationale.

Parmi ces moyens, se rendre d'abord maître des cerveaux pour mieux les contrôler.

a) Contrôler l'enseignement afin de formater le cerveau fragile des jeunes pousses, de les lobotomiser dès le plus jeune âge de telle façon qu'ils ne pourront jamais se reprendre, tout en faisant en sorte que le moins possible de ces jeunes cervelles passe à travers les mailles du filet ; d'où l'école « laïque » (faux, elle est fondamentalement soumise à l'idéologie), « gratuite » (faux, c'est le plus gros budget de l'État, et ce n'est pas un hasard), obligatoire (faux, personne n'est obligé de mettre ses enfants à l'école publique). D'où la devise républicaine, celle-ci devant absolument faire croire que nous sommes tous libres, égaux et frères, des mots en l'air, des mots abstraits, controvés, dénaturés, détournés de leur sens réel pour exprimer le contraire de ce qu'ils signifient, ou ce qu'on appelle l'exception sémantique ! (voir addendum ci-après)

b) Contrôler la presse (parmi toutes les autres activités culturelles également entièrement verrouillées : édition, cinéma, théâtre...), ce qui permet d'avoir la mainmise sur l'information et la culture, et de les orienter dans le sens souhaité. Nous sommes là dans une attaque frontale, généralisée, visant à atteindre la faculté de réfléchir de l'individu qui dispose encore d'une certaine indépendance d'esprit (« *Du temps de cerveau disponible* », pour reprendre l'expression devenue célèbre d'un patron de presse), le protégeant naturellement contre toute agression intellectuelle, spirituelle et morale. Le procédé consiste à le bombarder en permanence de messages fallacieux, de le submerger de falsifications mentales trompeuses à travers le commentaire « autorisé » relevant de l'hypocrisie pharisienne la plus grossière, et qui vise à déformer l'information tout en lui donnant l'illusion de la vérité à travers le fait avéré ; la falsification consiste à entrelarder l'information de faux et de vrai, et à valider le mensonge par le commentaire afin d'amener l'individu à penser ce qu'on attend de lui, sans faire appel à sa capacité de réflexion et au besoin en la neutralisant. Et c'est là qu'intervient celui qu'on appelait au temps jadis, au temps passé, le journaliste, et qu'on ne devrait plus appeler aujourd'hui que du nom d'intoxicateur. C'est son métier. Un métier de menteur (ce n'est pas d'aujourd'hui : jadis n'appelait-on pas le journal, par dérision, *Le Petit Menteur*, *Le Baveux* ?), d'enfumeur, de délateur, de faussaire, de commissaire politique, de kapo, de sycophante, de rééducateur idéologique, de chef instructeur de goulag ou de laogaï ; la pensée unique par les héritiers nostalgiques de la dictature jacobine et de sa fille aînée la dictature bolchevique, héritiers formatés pour la plupart dans les écoles de journalisme soumises à l'idéologie socialo-communiste.

Enfin, dernière fonction du « banquier-journaliste-fonctionnaire », et pas la moindre : tenir en main les politiciens du système. Il suffit que l'un d'eux regimbe, se révolte, dénonce le système, pour qu'il signe du même coup son arrêt de mort politique : après l'asphyxie

financière, l'étranglement politique. Pire, dès lors qu'il rompt le pacte tacite, les commissaires à la propagande vont s'acharner sur lui, le lyncher publiquement, voire fouiller sa vie privée, l'étaler aux yeux de tous pour le discréditer, le détruire socialement, le disqualifier politiquement. Avez-vous remarqué comment les politiciens républicains se referment comme des huîtres dès qu'on aborde certains sujets politiquement incorrects ? Comme me l'a rétorqué un de ces journalistes porte-parole du politiquement correct que j'interpellai à propos de l'immigration : « Ce n'est pas un sujet de débat ! »... Fin de non-recevoir ! C'est donc bien l'agent de propagande et non le journaliste authentique qui décide s'il y a matière ou non à débat.

Eh oui, il faut s'y faire, depuis l'ère Hersant, fini le journal de journaliste, du journaliste de papa, du journaliste pour qui le métier était une vocation, le journalisme de celui qui faisait honnêtement, mais sans doute un peu naïvement, son métier d'informer. Aujourd'hui il est devenu un agent de propagande du système, un bourreur de crâne autorisé et accrédité, un terroriste de la pensée unique, un suppôt du politiquement correct, voire un auxiliaire de police, dont le but est de faire rentrer dans l'esprit des lecteurs, spectateurs ou téléspectateurs, les codes de l'idéologie apatride et mondialiste. De les y faire entrer et d'empêcher qu'ils en sortent, le système républicain étant le vecteur naturel du totalitarisme. Si elle doit s'imposer, c'est par la République vénérée que la dictature universelle s'imposera et pas autrement.

*

Voici deux exemples qui montrent comment a évolué la presse, ces dernières décennies.

Premier exemple.

Nous avons vu que Robert Hersant a regroupé plusieurs journaux du centre de la France sous le titre général de *Centre Presse*. Quelque vingt ans plus tard, en 1981, François Mitterrand et les socialo-communistes arrivent au pouvoir. Le triomphe. Tout ce que la France compte de socialistes, de communistes, de gauchistes, entre en effervescence. Finies l'ère de Gaulle, l'ère Pompidou, l'ère Giscard. Fini la « droite » rétrograde et réactionnaire (sic) ! On danse, on chante dans les rues de Limoges jusqu'à plus d'heure. Les gens sont exaltés et exultent ; la France est tombée en folie : une femme à demi hystérique, dansant au milieu de la rue, les bras en l'air, s'écrie en répétant : « Nous allons connaître le bonheur !... Nous allons connaître le bonheur ! » ; elle est applaudie par d'autres qui entrent dans la danse. Même dans le train qui m'amène à Bordeaux, le lendemain matin, écumant au passage les gens se rendant à leur travail, on exulte, on se lâche, on se congratule : le monde va changer. On va être heureux. On va connaître le bonheur. Oui, ils ont enfin trouvé le Graal : ils vont connaître le bonheur ! L'allégresse de l'illusion ! L'utopie à tout va ! Le délire qui se débraille en public et ne se retient plus.

Les fonctionnaires et les petits profs barbichus fraîchement élus, avec leur collier pileux d'adolescents attardés, arrivent eux aussi aux manettes du pouvoir ; les néophytes ne vont pas traîner pour apprendre à s'en servir et à l'utiliser à « bon escient ». Ils vont aller vite, très vite. J'ai de cette époque le souvenir d'une information qui circulait avec insistance ; la première des choses que firent les députés, les nouveaux « représentants du peuple » en action, fut de battre le rappel dans leur entourage proche, familial ou amical, pour faire passer ce message : « Rejoignez-nous, il y a des places à prendre ! » Des places à prendre, voilà la République ! Rien que cette anecdote dénotait déjà un certain état d'esprit au goût de faisandé, qui allait ravager la vie des Français dans les décennies à venir.

Dans les salles de rédaction de la presse de gauche, on respire, on souffle, on fait le V de la victoire. Enfin les amis sont au pouvoir, on va toucher de la galette. L'optimisme est au beau fixe. *Centre Presse* et *Le Populaire du Centre* se partagent le lectorat du Limousin. La gauche reprend du poil de la bête. Au plan national, Hersant, patron de presse de « droite », est publiquement vilipendé, lynché ; les nouveaux procureurs de papier dénoncent sa boulimie de rachat de journaux, et l'accusent de menacer la pluralité de la Presse : l'avenir montrera que ces procureurs au couteau entre les dents feront pis que pire, en faisant de la Presse française une forteresse

monopolistique de l'idéologie mondialiste. En attendant, ils jouent de son passé vichyssois, le traitent de collabo, lui font un procès de Moscou, oubliant pudiquement que leur héros du moment, Mitterrand, est décoré de la Francisque du maréchal Pétain, et que les communistes triomphants ont collaboré avec l'occupant nazi, le temps du pacte germano-soviétique. Pendant ce temps, à Limoges, se prépare en secret un coup de force spectaculaire. On apprend un beau matin que la rédaction locale du quotidien d'Hersant, Centre Presse, vient de passer en bloc, avec armes et bagages, chez le concurrent ; il ne s'agit pas d'un simple transfert de personnel ; il s'agit d'une rédaction de « droite » qui vient de se saborder pour passer sans coup férir dans une rédaction de gauche, chez l'ennemi, le Populaire du Centre !... La cabale des lâches porte ses fruits amers : les journalistes de Centre Presse viennent de torpiller sans états d'âme leur propre quotidien ! Belle mentalité ! L'édition du limousin disparaît du jour au lendemain ; les bureaux ferment. Sur 25 journalistes locaux environ, trois refuseront de cautionner cette félonie. Voilà comment on apprend la façon dont les journalistes de gauche fabriquent les journaux de « droite ». Quant aux lecteurs, cocus, trahis, mais manifestement pas trop affectés par cette perfidie, ils se contenteront désormais du Populaire du Centre... faute de grives !

On voit comment les intoxicateurs avaient déjà de l'avance quelques 30 ans avant cette page ; il est vrai qu'ils avaient de qui tenir : des prétendus journalistes résistants et les politiciens locaux qui ont volé les journaux à la Libération, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale... Nous avons là l'exemple typique de ce journalisme progressiste militant qui va se développer sur le même schéma et toucher l'ensemble de la presse quotidienne régionale (PQR). Il s'agit bien moins d'informer que d'imposer une idéologie et de neutraliser l'adversaire politique. Le métier d'informer n'est plus le but du journaliste ; le journaliste est là pour servir le Veau d'Or et se prosterner aux pieds de la statue ; quand il s'agit d'argent, sa servilité n'a plus de limites : elle trouve sa récompense en termes de salaires et d'avantages appropriés. Les journaux dits de « droite » disparaîtront ou se transformeront en vagues feuilles de centre gauche. Il y a belle lurette que la presse de droite n'existe plus en France, si toutefois elle a réellement existé.

Deuxième exemple.

Nous sommes une dizaine d'années plus tard, au début des années 1990. Entre-temps j'ai adhéré au Front national historique. Je participe à un dîner débat qui se tient dans un Relais-Château, hors de la ville, en présence d'un orateur national du mouvement lepéniste. Le localier de service, présent lui aussi, est sur le pied de guerre.

Il convient auparavant de préciser le contexte. Dans le même temps, le Populaire du Centre, ce quotidien très à gauche qui a flingué à bout portant son concurrent de « droite », Centre-Press, à la suite de manigances spécieuses, connaît à son tour de graves difficultés financières et se prostitue en catastrophe au quotidien auvergnat *La Montagne*. Il ne faut surtout pas demander à des gens de gauche, qui ne savent vivre autrement que sous perfusion de budgets publics alimentés par le contribuable, de se révéler aussi des champions en matière de gestion d'entreprise. *La Montagne* a déjà tenté de s'implanter en Limousin, mais sans succès. L'aubaine est trop belle. Les Auvergnats se voient déjà réinvestir la terre voisine : ils sautent sur l'occasion et raflent le quotidien local de gauche. Ils en profitent pour réintroduire le titre maison, *La Montagne*. Pour étendre leur lectorat sans désorienter les lecteurs de droite, du moins le croient-ils, ils donnent à leur édition locale une coloration orientée droite simili. L'affaire va faire flop ! Depuis plus d'un siècle que Limoges vote à gauche, il y a longtemps que les Limougeauds ne savent plus ce que « droite » veut dire en politique, même si, depuis peu, ils viennent d'élire un maire dit de « droite » : il faut les excuser, ils ne l'ont pas fait exprès... En fait, la mayonnaise ne prendra pas, même lorsque ce prétendu chirurgien de « droite » ne sera plus que le Populaire du Centre auquel on aura changé le titre en *La Montagne*, et inséré quelques papiers « droitiers » pour donner le change.

Revenons à notre localier et à la réunion du FN. Il fait son métier. Je veux dire qu'il rédige deux articles : un gentil-gentil pour La Montagne (droite simili), un méchant-méchant pour Le Populaire (gauche pur produit) : « pluralité » de commande oblige. Le lendemain, grand éclat de rire au local de permanence du FN : ils ont interverti les articles ! L'article gentil-gentil a paru dans le journal méchant, tandis que l'article méchant-méchant, du même rédacteur à voile et à vapeur, a paru dans le journal gentil. Voilà comment nous avons découvert le pot aux roses... Et je pourrais continuer... Les Parisiens doivent se souvenir de ce que fut le destin de *L'Aurore*, quotidien national perçu très à droite, trop à droite, qui finira en faux Figaro titré *L'Aurore*... Mais non, les donneurs de leçons de la presse ne prennent pas leurs lecteurs pour des attardés mentaux ! Et ce sont ces gens-là qui prétendent dénoncer les atteintes au pluralisme de la Presse et à la liberté d'expression, ou, comme je l'ai déjà entendu, qui se vantent d'être les « remparts de la démocratie », alors qu'ils ne sont que des prostitués vendus au gros argent qui les rend pleutres et lâches à en avoir honte pour l'humanité !

Maintenant, étendez ces magouilles et tripotages journalistiques et bien d'autres encore à la France entière, à tous types de supports, y compris les supports audiovisuels et numériques, et vous aurez une vision générale de ce qu'est devenue la presse française de désinformation.

*

Revenons à notre grosse presse (anti) nationale. Les lecteurs susceptibles de porter leur regard plus loin que les culs de bouteilles qui leur tiennent lieu de besicles vont peut-être se poser cette question qui intrigue : admettons que ce soient des milliardaires qui contrôlent la presse d'information ; mais comment se fait-il que ces gens d'argent soutiennent des journaux de gauche, c'est-à-dire la quasi-totalité de la grande presse conventionnelle dite *mainstream*, la presse du système, presse de masse, presse serve, presse de conditionnement et de propagande, alors que la gauche est idéologiquement, fondamentalement, farouchement, l'adversaire du monde capitaliste, qu'elle est opposée au mur de l'argent, au capitalisme spéculatif, au capitalisme tout court (attendu que le capitalisme d'État ne semble pas gêner aux entournures ces mêmes gens de gauche !) ? Ironie du sort, ce sont ces mêmes spéculateurs capitalistes qui détiennent et soutiennent financièrement la presse de leurs ennemis de classe les plus acharnés contre le capitalisme... D'autre part, la gauche se pare du titre de défenseur des petits, des humbles, des sans-grades, des ouvriers, des exploités, des sans-dents (Hollande)... Alors pourquoi ce lien entre ces milliardaires qui représentent la plus horrible personnification de l'exploitation capitaliste de l'homme par l'homme (je reprends leur langage), et le socialisme qui défend idéologiquement les humbles et les exploités ? Comment justifier cette contradiction tant sur le fond que sur la forme ?

Cet exemple va donner un premier élément de réponse.

À deux reprises des leaders socialistes vont proclamer au cours de l'histoire contemporaine leur haine de l'argent et de la finance : François Mitterrand et François Hollande. Rafrâchissons-nous la mémoire :

1) Congrès d'Épinay, 1971, trois ans après Mai 1968. C'est François Mitterrand, le chef du Parti socialiste et futur Président de la République, qui dénonce les privilèges des « maîtres de l'argent » : « *L'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes !* »

2) Le Bourget, janvier 2012. C'est François Hollande candidat et élu Président de la République qui remet le couvert quarante ans après son prédécesseur, et qui, dans une réunion électorale, déclare la guerre aux « maîtres de l'argent » : « *Mon véritable adversaire il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature. Il ne sera jamais élu et pourtant il gouverne : cet adversaire, c'est le monde de la finance.* » Comment est-il possible d'être plus menteur, plus pharisien, alors que ces deux individus (eux et les autres)

vont, toute honte bue, mettre les finances publiques de l'État français (c'est-à-dire l'argent des Français !) dans les mains de la Haute finance internationale ?

Certes, si Mitterrand n'a pas créé les conditions de l'endettement de l'État (Pompidou), c'est lui, après Giscard, qui va précipiter l'Institution dans les bras des grands cartels mondiaux de la finance, et faire de l'État français une machine à s'endetter ; à partir de son premier septennat, la dette publique extérieure de la France ne va cesser de croître exponentiellement ; aucun des chefs d'État qui suivront ne ralentira ce processus pervers ; jusqu'à aujourd'hui où la France du sieur Macron est littéralement noyée sous les flots de l'endettement public. Non seulement Mitterrand s'est de fait assujéti au pouvoir de la finance cosmopolite et apatride, mais soldat zélé et empressé du système, il est devenu l'ordonnateur local du Nouvel Ordre Mondial comme l'ont été ses prédécesseurs, jusqu'à son successeur ultime Emmanuel Macron ; autrement dit, il sont devenus les ordonnateurs du dispositif machiavélique dont le but est de détruire la France jusque dans ses fondements historiques et civilisationnels. On l'aura compris, les appels hypocrites de la gauche à mépriser l'argent et les riches ne sont que des manœuvres électoralistes fallacieuses pour piéger les électeurs. Et ça marche à tous les coups !

D'accord, mais pourquoi les milliardaires et la Haute finance internationale ont-ils besoin de s'appuyer sur le socialisme et le communisme, de les financer, de les soutenir ? N'ont-ils pas d'autres moyens que le socialisme, pas d'autres possibilités que de passer par cette idéologie désastreuse pour écraser les peuples et les soumettre à la dictature du Nouvel Ordre Mondial ? Eh bien, justement, non ! Ils n'ont rien trouvé de mieux que d'instrumenter le socialisme ou le socialo-communisme — tout en sachant qu'ils ont déjà à leur botte les eunuques de la fausse droite républicaine — pour mettre les peuples sous leur emprise et les faire plier.

1) Parce que cela leur permet de faire dépendre d'eux leurs propres ennemis de classe, donc de les contrôler (opposition contrôlée) en les soumettant au pouvoir de l'argent. C'est la raison pour laquelle les capitalistes financent sans complexes les journaux et sites internet anticapitalistes afin de les tenir par la caisse.

2) Parce que cela leur permet de tenir de la même façon les peuples par les deux bouts. Par le haut, en achetant les représentants du peuple, c'est-à-dire les élus de la République ; par le bas, en finançant par des biais détournés les divers mouvements politiques de gauche ou carrément activistes, comme les mouvements gauchistes de type antifa, afin de soutenir leurs idéologies ravageuses, et ce dans le but de rabaisser les peuples, de les empêcher de relever la tête ; de la même façon qu'ils financent, toujours avec le soutien des subventions colossales de l'État, les syndicats officiels : presse, mouvements politiques, syndicats, même combat !

On le voit, le prétendu socialisme et son égalitarisme de pseudo-justicier redistributeur qui passe par les poches des élus, ce socialisme si proche du petit peuple, des exclus, des parias, des réprouvés, n'est en réalité qu'un vulgaire moyen de détruire la société française et de fabriquer des êtres veules, lâches, ignares ; le socialisme ne peut produire que des êtres dénaturés ; il est à la fabrique du sous-homme ce que l'école publique est à la fabrique du crétin... Dans les faits, il aura contribué à ne créer que des fonctionnaires et des assistés sociaux en masse pour les faire dépendre de l'État, donc les faire dépendre électoralement d'eux : une façon de solliciter leur cation électorale en achetant leur droit de vote ; le socialisme n'est qu'une flibusterie idéologique, une arnaque politicienne de haute volée comme le sont l'ensemble des partis politiques dits républicains, des marionnettes du grand barnum électoral avec son théâtre d'agités du bocal. La finance internationale achète la gauche, la gauche achète les électeurs ; les électeurs votent pour les socialistes qui ont acheté leurs voix à coups de promesses électorales, dont celle de les assister à vie. Le schéma est clair, la manipulation bien rodée. La collusion Haute finance et socialisme est de toujours ; ils sont culs et chemise d'éternité, et ne peuvent aller l'un sans l'autre... Les édiles socialistes se sont enrichis avec « *l'argent qui corrompt* » et qui « *pourrit jusqu'à la conscience des hommes* » ; ils possèdent

tous leur datcha alors qu'ils sont fonctionnaires, n'ont jamais pris la moindre responsabilité de leur existence, se fichent pas mal du petit peuple et des sans-dents ; ils se dépêchent de penser à lui la veille des élections, et l'oublie encore plus vite au lendemain de la victoire.

*

Nous percevons mieux à présent comment les pseudos journalistes sont clairement des militants politiques, agents de propagande, et d'ailleurs ne s'en cachent même plus ; leur caractéristique principale est d'avoir des mentalités d'apatrides, dont hélas, parmi eux, beaucoup de Français de souche ; ils ont appris à l'école à haïr leur pays, à haïr le peuple auquel ils appartiennent, à se haïr soi-même, à se dégoûter de ce qu'ils sont (névrose d'auto-détestation, de haine, de négation de soi), à préférer l'étranger qui symbolise l'altérité, et, pour finir, à sacrifier l'« Autre » au détriment de leur propre identité ; l'exhortation charitable de Jésus : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même » devient chez eux, inversée : « Tu haïras ton prochain comme tu te hais toi-même » ; totalement déracinés et hors-sol, ce sont des nomades sociologiques, sans principes ni morale, avec pour seule loi : être toujours du côté du pouvoir qui paye le mieux. Ils se disent tous citoyens du monde et sans frontières, mais ils habitent tous Paris, à l'intérieur de la double ceinture sécurisante des grands boulevards... On les voit se déployer dans la presse de masse sans retenue, avec leurs airs de procureurs stipendiés toujours prêts à anathématiser quiconque ne pense pas correctement, toujours prêts à instruire des procès de Moscou à quiconque se révèle récalcitrant ou adversaire du système républicain.

Certains ne manqueront pas de faire observer que cette grosse presse ventrue, joufflue, mafflue, a pour elle d'être une force de frappe événementielle considérable ; oui, mais une force événementielle qui n'est autre que le cache-sexe de la propagande ; et plus la force événementielle manifeste sa puissance, plus la propagande agit ; de plus, même si elle a connu des jours meilleurs, cette presse croule sous des montagnes d'argent : l'argent des milliardaires, l'argent de la publicité qui lui est exclusivement réservé, l'argent de l'État, enfin l'argent des lecteurs qui ne devraient même pas mettre un sou pour acheter cette presse vendue à l'argent *qui corrompt*. Un quotidien comme *Libération* (le journal qui aurait dû s'appeler *Aliénation*), qui a failli disparaître 20 fois, a été recapitalisé 20 fois... Ne vendrait-il que dix exemplaires par jour, vous le verriez quand même affiché dans tous les kiosques de France, et en première ligne sur Google avec son alter ego *Le Monde* et leur double hebdomadaire, *L'Observateur*. Quand il s'agit de tromper, d'abuser le citoyen, ils ne manquent jamais de moyens ni d'astuces fallacieuses.

Je n'évoquerai pas ici toutes les techniques qu'emploie la grosse presse pour tromper le lecteur. C'est du grand art, de la haute voltige falsificatrice, que ce soient les fameux radiotrottoirs, les débats pipés, les sondages truqués, les bobards invérifiables, le hachage des nouvelles (une info chasse l'autre : pas de temps pour la réflexion), le suggestionnement, la rétention d'information ou au contraire l'exploitation d'une autre jusqu'à l'overdose, pour faire passer au second plan une information tout aussi importante, voire plus, qu'il faut absolument occulter, etc. Et bien sûr fermer la porte à tous ceux qui n'entrent pas dans le cadre du politiquement correct : tout danger de contestation ou de mise en cause du système étant ainsi écarté. Le lecteur moyen, celui qui lit quand même les chapôs et pas seulement les titres, est sous anesthésie permanente. Il faut l'euphoriser sans cesse, le maintenir dans une torpeur douce et enveloppante de bonheur préfabriqué, de façon que lorsque vous lui faites remarquer à propos d'une information : « C'est faux », il se dresse sur son séant et rétorque indigné : « C'est écrit dans le journal ! ». Sous-entendu : le journal ne peut mentir. C'est le bon réflexe : tout l'art de l'intoxicateur est de l'entretenir savamment. Toxicator dit toujours la vérité.

Vous allez me dire, mais, parmi les 36000 cartes de presse, il y a bien des journalistes honnêtes et dignes de ce nom ?... Dignes de leur profession ?... Ils ne sont pas tous des vendus, tous des traîtres, quand même ?... Bien sûr que si ! Mais les vrais journalistes, eux, ne sont pas à la noce, même s'ils n'ont pas le carte de presse ; le festin n'est pas pour eux. Ils sont peut-être

quelques centaines, quelques milliers, et se répartissent désormais sur le Net, dans les réseaux de réinformation ou ce qu'on appelle la réinfosphère. C'est du journalisme de combat, du journalisme de courage ; il n'y a pas de médaille à gagner, ni de gros chèque à toucher pour passer des vacances à l'île Maurice ou dans un palace de Miami, en remerciement du zèle que vous aurez fourni pour avoir menti, trompé, pourri allégrement la cervelle du citoyen, pour l'avoir intoxiqué au point qu'il en redemande (l'intoxication sournoise est une pathologie qui induit des phénomènes bien connus d'accoutumance ou d'addiction). Il est peut-être là, dans ce combat-courage, l'honneur du journalisme-sacerdoce retrouvé. Je me sens d'autant plus à l'aise pour parler de la corporation que je ne suis pas moi-même journaliste : j'en parle de l'extérieur ; seulement, je subis comme tout le monde.

La conclusion est simple : le socialisme est mort, le communisme est mort ; il n'y a plus ni libéralisme ni idéologies, rien du tout ; la République est moribonde ; elle se vide de jour en jour de ses humeurs pestilentielles et traîne son cadavre infectieux d'élection en election. Les Français ne le savent pas encore, mais cette vaste fumisterie qu'on appelle « République Française » est en état de mort cérébrale, de décomposition avancée ; son pronostic vital est avancé. Il ne restera plus bientôt que le combat final qui se profile à l'horizon : le grand combat de Jésus-Christ contre Satan, autrement dit le combat du bon sens, de la vertu et du besoin de vérité, de réel, des peuples contre le Veau d'Or.

1. Si la presse française a toujours été le fait de propriétaires ou de financiers argentés, c'est la première fois qu'un homme de la profession constitue un tel regroupement de journaux. Robert Hersant inaugure la série. Mais s'il a pour lui d'être journaliste professionnel, il sera le seul et le dernier. Et en plus, on peut regretter que ce soit lui, journaliste, qui ait donné le mauvais exemple en concentrant autant de journaux entre ses mains, et au besoin en faisant disparaître des titres. Après tout, les petites feuilles locales cohabitaient fort bien avec la presse nationale, et l'on pouvait s'offrir les deux : les journaux ne coûtaient pas cher à l'époque.

Ceux qui viendront après lui sont gens de la Haute finance internationale et banquiers qui n'ont ni patrie ni respect des peuples, mais un coffre-fort à la place du cerveau (certains ajouteront à la place du cœur). Ils ne sont que spéculateurs sans scrupules, joueurs de casino. Ils n'ont rien créé. Au-dessus des frontières et des lois, ils s'arrogent tous les droits que procure l'argent sans odeur, sans couleur, anonyme et interlope, mais ne se reconnaissent ni devoirs, ni obligations. Aucune prise de risque. Ils sont bien les descendants des terroristes Jacobins. Les journalistes, la presse, l'information, c'est le dernier de leurs soucis. S'ils achètent des entités journalistiques, ce n'est certainement pas pour faire des affaires (la presse ne leur rapporte rien, les subventions de l'État n'étant que des apports de compensation pour service rendu), ni pour entretenir des danseuses, mais pour imposer les idées libérales libertaires de leur milieu social favorables à leur business, dans toutes les rédactions. Quant aux journalistes, il n'ont plus qu'à se soumettre — peu glorieusement — ou se démettre. Ils n'ont même plus besoin de se soumettre, ils prennent le pli d'emblée ; ils pratiquent l'autocensure, l'à-plat-ventrisme de complaisance, et vont au-devant des attentes de leurs protecteurs. Que l'un de ceux-ci tombe de haut, ils n'hésiteront pas à le piétiner ; ils ont cette mentalité de faux-jetons, de vendus, qu'on ne trouve que chez les capitulaires de la vie... On n'a plus à faire à des journalistes, mais à des procureurs, des commissaires politiques, militants actifs de la dictature mondialiste.

Addendum

1. Ce que j'appelle « l'exception sémantique » est un phénomène d'ordre culturel qui constitue le fondement de la réflexion dans certaines sociétés de pensées ésotériques d'obédiences maçonniques ; il se caractérise par l'opposition de la pensée occidentale gréco-latine et chrétienne à la pensée satanique, laquelle n'existe que par l'inversion systématique des valeurs que proclame et véhicule la première. Le principe consiste à prendre pour point de repère la règle de l'exception. Dans l'Occident catholique, le Bien et le Mal coexistent, le Bien se révélant selon ses valeurs morales, la règle ; tandis que le Mal est considéré comme l'exception et doit être condamné : la perfection absolue n'existant pas, on ne peut supprimer le Mal, mais il doit être combattu. La démarche satanique consiste à prendre le contre-pied systématique des valeurs millénaires portées par cet Occident chrétien en inversant le processus intellectuel : le Mal devient la règle, le Bien

devient l'exception à la règle ; le Mal doit donc s'imposer comme étant le Bien légitime en lieu et place des valeurs occidentales. Cette règle de l'exception permet de distinguer le Bien du Mal, d'identifier l'un de l'autre, et d'agir dans le sens voulu. Donc pour les satanistes qui cultivent une haine ravageuse venue du fond des âges contre la pensée et les mœurs helléno-christologiques, c'est-à-dire contre le christianisme, en se donnant pour mission de détruire celui-ci, quel meilleur moyen pour parvenir à leurs fins que d'inverser les valeurs millénaires de l'Occident et de transformer celles-ci en exceptions de la vie réelle ? Et donc d'introduire le satanisme comme mode de pensée normée déterminant les comportements et les mœurs en société. Il s'agit de ce qu'ils appellent la « société ouverte » ou « société liquide » contre la société obscurantiste, rétrograde et réactionnaire de l'ordre chrétien, assertion qu'il faut à un esprit occidental avisé retourner dans le sens suivant : la société ouverte (où les tabous et les interdits sont inversés) c'est la tyrannie satanique, le mal orwellien ; le bien c'est la force de l'âme, le trésor de la raison et du cœur (*Où est ton trésor, là aussi sera ton cœur.* J.-C.). Et là réside tout le sens du combat que nous vivons dans notre société « moderne », sous la domination maléfique de la République planétarienne — République dite « Française » par abus de langage.
